



----- SYNTHESE -----

**RENCONTRE FRANCO-ITALIENNE SUR LES ENJEUX D'EQUIPEMENT ET DE
REEQUIPEMENT DU MASSIF DU MONT-BLANC**

Synthèse des principaux échanges

Date: Jeudi 04 février 2017 – 10h30-13h30

Lieu: Hôtel le Majestic, 74400 CHAMONIX-MONT-BLANC

Présents :

- ASTIER Laurie – Stagiaire sur les questions « droit & montagne » à la CCVCMB
- BONINO Jean-Marc – Direction Développement Durable du Territoire de la CCVCMB, Coordinateur France de l'Espace Mont-Blanc
- BOSCHIAZZO Alberto - Guide à la Compagnie de Courmayeur, équipeur
- BREDY Cristian – Guide en Valpelline, équipeur dans cette région
- CIVRA DANO Francesco – Guide à la Compagnie de Courmayeur, équipeur surtout du côté italien du Mont-Blanc sur ses propres initiatives (avec un petit groupe de guides) et ses propres fonds
- GIGLIO Matteo – Guide indépendant, formateur
- GIGLIO Pietro – Président de l'UVGAM, référent ProGuides pour cette action
- GRELLIER Cécile – Coordinatrice et responsable administrative et financière du projet ProGuides
- JACOT Claude – Conseiller municipal à la Mairie de Chamonix-Mont-Blanc, salarié ENSA sur les questions d'accidentologie
- LAURENT Louis – Guide, membre de la Commission montagne de la Compagnie de Chamonix, équipeur, rédige des topos
- MERCIER Jean-François – Gendarmes Secouriste au PGHM, équipeur occasionnel
- MONET Jean-Philippe – Président de la Compagnie de Chamonix
- PIVOT Stefano – Guide, nivologue pour la Vallée d'Aoste
- SIGNO Giulio – Guide et secouriste, président de la Compagnie de Courmayeur
- TROMMSDORFF Christian – Vice-président du SNGM, Président de l'UIAGM, référent ProGuides pour cette action

Excusés

FOSSON Jean-Pierre – Directeur de la Fondation Montagne Sûre

PIOLA Michel – Equipeur (document faisant part de ses réflexions envoyé en amont de la réunion)

Absents

CHAPELLAND Pascal – Président de la Compagnie de Saint Gervais

CORTESE Federica – Maire de Courmayeur



Interreg
ALCOTRA
Fonds européen de développement régional
Fondo europeo di sviluppo regionale





Tour de table

Voir liste des présents

Présentation générale du projet ProGuides et zoom sur l'action « Equipement »

La présente réunion s'inscrit dans l'axe « Soutien à l'exercice professionnel » du projet ALCOTRA « ProGuides » porté par l'ENSA, la Fondation Montagne Sûre, le SNGM et l'UVGAM et financé par l'Union Européenne (85% de fonds du FEDER). Il s'agit d'une action aux moyens limités qui vise à initier un processus de concertation pour les actions d'équipement ou de rééquipement futures dans le massif du Mont-Blanc. La réflexion pourra dans un second temps porter sur les possibilités de financement envisageables.

Rappel sur les questions de responsabilité et de réglementation

Site classé et équipement

Le versant français du massif du Mont-Blanc est « classé » à partir de 2000m d'altitude.

« Site classé » ne signifie pas qu'il existe un outil ou un organe de gestion (sur la fréquentation, le survol etc.) ; l'Espace Mont-Blanc est un espace d'échanges transfrontalier mais n'a pas de valeur juridique.

Dans un site classé, en principe, tout aménagement qui vient modifier l'état ou l'aspect du site, notamment sa valeur paysagère, est soumis à une autorisation spéciale des services de l'Etat. Selon l'importance, l'autorisation relève du niveau départemental ou ministériel. Exemple: au niveau de la Charpoua, la mairie de Chamonix a demandé l'autorisation d'installer une nouvelle échelle. Le ministère a accepté à condition que l'ancienne soit retirée. Après consultation de la Compagnie, la mairie a accepté cette condition.

Une tolérance est admise pour des modifications mineures dont certains équipements.

Si un indépendant pose une échelle sans autorisation, on tombe dans un vide juridique. Ce vide juridique convient à la mairie qui ne souhaite pas l'investir. La mairie de Chamonix ne porte jamais plainte lorsqu'un équipement est posé par un indépendant. Toutefois, elle souhaite promouvoir l'éthique et les bonnes pratiques, d'où sa participation à cette réunion.

La première question à se poser lorsque l'on équipe reste de savoir si le site appartient au territoire communal ou à un privé.

Responsabilité

Le maire est responsable sur son territoire sans délégation possible. Cependant, la loi française reconnaît aussi la liberté d'aller et venir des individus. La combinaison des deux principes laisse place à un vide juridique

Pour la haute montagne, il est admis que l'alpiniste est seul responsable de ses choix d'itinéraires, d'utiliser ou non les équipements en place.

Pour les sites en fond de vallée comme le site des Gaillands, la situation est un peu différente. La Mairie a mis en place un système d'alerte qui s'appuie sur un partenariat informel avec la Compagnie des guides de Chamonix. La Mairie dispose d'une enveloppe d'environ 10.000€ pour le rééquipement, qu'elle confie à la Compagnie.



En haut du Mont-Envers, la commune prend la responsabilité des échelles qui mènent aux refuges, mais pas au-delà (moraines, glacier). On retombe alors sur la haute montagne et la responsabilité de l'alpiniste.

Lorsque l'on dit que la mairie « ferme » un itinéraire, elle ne l'équipe plus, n'en fait plus la promotion, mais ne peut empêcher personne d'y aller.

Compléments :

A noter aussi le cas de la FFME qui est délégataire et responsable sur un certain nombre de sites français dits « répertoriés ». Ces sites deviennent hors environnement spécifiques et la FFME devient responsable à la place du propriétaire.

En Italie, on observe différentes situations. Pour certains sites appartenant à des particuliers, les propriétaires laissent des bénévoles équiper les voies et les alpinistes grimper sur leurs falaises. Ailleurs, les communautés ont acheté des parcelles de terrains aux particuliers pour les décharger de leur responsabilité.

Dans tous les cas, en cas d'accident, la justice devra prouver le mauvais état de l'équipement (mauvaise pose, mauvais entretien), prouver le lien de causalité et déterminer le(s) responsable(s).

Dans le sud de la France, il existe des normes beaucoup plus établies en matière d'équipement, sur la formation des équipeurs par exemple. Mais Chamonix a une spécificité historique, avec des us et coutumes forts. L'encadrement n'est pas si simple, bien qu'en fond de vallée, il faille évoluer.

Rapport avec le monde amateur

Constat partagé : l'escalade sportive, en salle, explose. Ces amateurs viennent s'engager dans des voies sans avoir conscience de leur caractère alpin. Ils ne sont pas formés à cela.

Analyses différentes :

1. Equiper les voies incite les amateurs à s'y engager et les met en danger.
2. Equiper les voies permet à ces grimpeurs en salle de découvrir la haute-montagne et peut être se diriger vers l'alpinisme et de devenir client de guide.
3. Equiper les voies peut nuire au travail des guides car les clients n'ont plus besoin des guides pour les faire (des exemples en Suisse)
4. Au final, l'équipement n'est-il pas un confort pour les guides qui parcourent ces voies de nombreuses fois quand un amateur ne la fera qu'une ou deux fois ?

Témoignage : en Italie (voie ?), les secours, ayant effectué de nombreuses interventions pour des amateurs en difficulté à la descente, ont décidé de mettre des équipements supplémentaires pour leur sécurité.

Comment représenter les amateurs dans notre débat actuel ? Les Clubs alpins sont des interlocuteurs importants mais ne représentent pas tous les pratiquants.

Comment mieux informer les amateurs au sujet des équipements ?

- Exemple du Mexique où un site communautaire a été créé
- idée de tenir des carnets dans les refuges
- Topos et infos à dispo à l'OHM à Chamonix

Limites



- Les amateurs ne savent pas toujours « lire » les infos : ils ne réalisent pas que certaines infos sont trop vieilles et plus valables par exemple ;
- Attention à la responsabilité que peuvent engager les guides à communiquer des infos aux amateurs.

Feuille de route pour une concertation : premiers éléments

Historique

Il y a trois ans, la Compagnie de Chamonix a initié une concertation (franco-française). Les participants ont répertorié les grossièretés constatées, ont défini des priorités et se sont réparties les voies à rééquiper (uniquement du remplacement, pas de nouvelles voies). A ce moment, le choix du type de matériel à utiliser n'a pas été débattu. Les acteurs de la concertation avaient convenu de la poursuivre dans le temps mais cela n'a pas duré.

Objet d'une future concertation, principes définis

Il s'agit principalement du choix des voies/secteur à équiper/réquiper. Les participants à la réunion s'accordent sur le fait que le (ré)équipement d'une voie doit être réfléchi localement afin de respecter les enjeux locaux (y compris économiques) et dans le but de maintenir un certain équilibre local. Toutefois, des lignes directrices peuvent être fixées à un niveau plus global. Trois principes semblent déjà faire consensus :

- Pas de nouvel équipement, uniquement du remplacement voire de la suppression
- Toujours supprimer les anciens équipements suite à la pose de nouveaux
- Equiper dans le respect de la voie et de la tradition alpiniste, ne pas suréquiper

Le type de matériel et la technique de mise en place à utiliser peuvent aussi faire l'objet de concertations.

Pilotage

La concertation pour le Mont-Blanc doit être portée par les Compagnies locales: Chamonix, Courmayeur, St Gervais et éventuellement les guides suisses. A un niveau plus global le SNGM, l'UVGAM, l'AVGM... pourraient porter une réflexion plus générale, notamment au sein de l'UIAGM.

Outils

Plusieurs outils pourraient être mis à disposition, plus ou moins ambitieux : mailing-list entre les participants, forum dédié (voir pour cela les fonctionnalités offertes par le partenariat Camp2Camp/SNGM), réunions annuelles.

Méthode/fonctionnement

La méthode utilisée il y a trois ans pourrait servir de base au fonctionnement de la concertation.

Financement

Pour les raisons évoquées plus haut, les Communes ne financeront pas directement d'action d'équipements de voies en haute-montagne. Toutefois, si un groupe constitué et organisé se met en place, un système de financements indirects pourrait être considéré.